



Bruxelles, le 1.6.2018
COM(2018) 392 final

ANNEXES 1 to 12

ANNEXES

à la

Proposition de

RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (les «plans stratégiques relevant de la PAC») et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil

{SEC(2018) 305 final} - {SWD(2018) 301 final}

ANNEXE I

INDICATEURS DE RÉALISATION, DE RÉSULTAT ET D'IMPACT, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 7

<p>Évaluation de la performance de la politique (pluriannuel) – IMPACT</p> <p>Objectifs et leurs indicateurs d'impact respectifs.*</p>	<p>Examen annuel des performances - RÉSULTAT*</p>	<p>Apurement annuel des performances - RÉALISATION</p> <p>Grands types d'interventions et leurs indicateurs de réalisation.*</p>
---	--	---

Objectif <u>transversal</u> de l'UE: Modernisation	Indicateur	Indicateurs de résultat (uniquement fondés sur les interventions soutenues par la PAC)	Systèmes de connaissances et d'innovation agricoles (SCIA)	Indicateurs de réalisation
<p>Stimuler les connaissances, l'innovation et la numérisation dans l'agriculture et dans les zones rurales, et encourager leur utilisation</p>	<p>I.1 Partager les connaissances et l'innovation: Part du budget de la PAC destinée au partage des connaissances et à l'innovation</p>	<p>R.1 Améliorer les performances à travers les connaissances et l'innovation: Part des agriculteurs bénéficiant d'une aide en matière de conseil, de formation, d'échange de connaissances ou de participation à des groupes opérationnels afin d'améliorer les performances en matière économique, environnementale, climatique et d'utilisation efficace des ressources.</p> <p>R.2 Établir un lien entre conseil et systèmes de connaissances: nombre de conseillers intégrés au sein des SCIA (par rapport au nombre total d'agriculteurs)</p> <p>R.3 Numériser l'agriculture: Part des agriculteurs bénéficiant d'une aide au titre de la PAC en matière de</p>	<p>Partenariat européen d'innovation (PEI) pour les connaissances et l'innovation agricoles**</p>	<p>O.1 Nombre de groupes opérationnels PEI</p> <p>O.2 Nombre de conseillers créant des groupes opérationnels PEI ou participant à de tels groupes</p>

technologies agricoles de précision

Objectifs spécifiques de l'UE	Indicateurs d'impact	Indicateurs de résultat (uniquement fondés sur les interventions soutenues par la PAC)	Grands types d'intervention	Indicateurs de réalisation (par intervention)
Soutenir des revenus agricoles viables et la résilience dans toute l'Union pour améliorer la sécurité alimentaire	I.2 Réduire les disparités en termes de revenu: Évolution du revenu agricole par rapport à l'économie en général	R.4 Établir un lien entre l'aide au revenu et les normes et bonnes pratiques: Part de la SAU couverte par une aide au revenu et soumise à la conditionnalité	Soutien de la PAC	O.3 Nombre de bénéficiaires d'une aide de la PAC
	I.3 Réduire la variabilité du revenu agricole: Évolution du revenu agricole I.4 Soutenir un revenu agricole viable: Évolution du niveau de revenu agricole par secteur (par rapport à la moyenne dans l'agriculture) I.5 Contribuer à l'équilibre territorial: Évolution du revenu agricole dans les zones soumises à des contraintes naturelles (par rapport à la moyenne)	R.5 Gestion des risques: Part des exploitations qui disposent d'outils de gestion des risques dans le cadre de la PAC R.6 Redistribution aux petites exploitations agricoles: Pourcentage de soutien additionnel par hectare pour les exploitations éligibles d'une taille inférieure à la moyenne (par rapport à la moyenne) R.7 Renforcer le soutien aux exploitations situées dans les zones qui ont des besoins spécifiques: Pourcentage de soutien additionnel par hectare dans les zones qui ont des besoins supérieurs (par rapport à la moyenne)	Aide directe découplée	O.4 Nombre d'ha recevant des PD découplés O.5 Nombre de bénéficiaires de PD découplés O.6 Nombre d'ha qui font l'objet d'un soutien renforcé destiné aux jeunes agriculteurs O.7 Nombre de bénéficiaires qui reçoivent un soutien renforcé destiné aux jeunes agriculteurs
Renforcer l'orientation vers le marché et accroître la compétitivité,	I.6 Accroître la productivité de l'agriculture: Productivité totale des facteurs	R.8 Cibler les exploitations dans les secteurs en difficulté: Part des agriculteurs qui bénéficient d'un soutien couplé en vue d'améliorer la compétitivité, la durabilité ou la qualité		Outils de gestion des risques

Objectifs spécifiques de l'UE	Indicateurs d'impact	Indicateurs de résultat (uniquement fondés sur les interventions soutenues par la PAC)
notamment par une attention accrue accordée à la recherche, à la technologie et à la numérisation	I.7 Maîtriser le commerce agroalimentaire: Importations et exportations agroalimentaires	R.9 Modernisation des exploitations: Part des agriculteurs recevant une aide à l'investissement pour la restructuration et la modernisation, y compris pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources
Améliorer la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur	I.8 Améliorer la position des agriculteurs au sein de la chaîne d'approvisionnement: Valeur ajoutée des producteurs primaires dans la filière agroalimentaire	R.10 Améliorer l'organisation de la chaîne d'approvisionnement: Part des agriculteurs participant à des groupes de producteurs, des organisations de producteurs, des marchés locaux, des circuits d'approvisionnement courts et des systèmes de qualité R.11 Concentration de l'offre: Part de la valeur de la production commercialisée par les organisations de producteurs mettant en œuvre des programmes opérationnels
Contribuer à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ce dernier, ainsi qu'aux énergies durables	I.9 Renforcer la résilience des exploitations: Index I.10 Contribuer à l'atténuation du changement climatique: Réduire les émissions de GES provenant de l'agriculture I.11 Favoriser la séquestration du carbone: Accroître la teneur du sol en	R.12 Adaptation au changement climatique: Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en vue d'améliorer l'adaptation au changement climatique R.13 Réduire les émissions du secteur de l'élevage: Part des unités de gros bétail bénéficiant d'une aide en vue de réduire les émissions de GES et/ou d'ammoniac, y compris la gestion des effluents d'élevage R.14 Stockage du carbone dans les sols et la biomasse: Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en matière de réduction des émissions, de maintien et/ou de

Grands types d'intervention	Indicateurs de réalisation (par intervention)
Soutien couplé	O.9 Nombre d'ha bénéficiant d'un soutien couplé O.10 Nombre d'agriculteurs bénéficiant d'un soutien couplé
Paiements pour les zones soumises à des contraintes naturelles ou d'autres contraintes propres à la région	O.11 Nombre d'ha recevant un complément pour des zones soumises à des contraintes naturelles (3 catégories) O.12 Nombre d'ha bénéficiant d'une aide au titre de Natura 2000 ou de la directive-cadre sur l'eau
Paiements pour les engagements en matière de gestion (environnement et climat, ressources génétiques, bien-être animal)	O.13 Nombre d'ha (en exploitation agricole) couverts par des engagements en matière d'environnement/de climat qui vont au-delà des exigences obligatoires

Objectifs spécifiques de l'UE	Indicateurs d'impact	Indicateurs de résultat (uniquement fondés sur les interventions soutenues par la PAC)	Grands types d'intervention	Indicateurs de réalisation (par intervention)
	carbone organique I.12 Accroître l'utilisation des énergies renouvelables dans l'agriculture: Production d'énergie renouvelable issue de l'agriculture et de la sylviculture	renforcement du stockage de carbone (prairies permanentes, terres agricoles dans les tourbières, forêts, etc.) R.15 Energie verte provenant de l'agriculture et de la sylviculture: Investissements dans la capacité de production d'énergie renouvelable, y compris la bio-énergie (en MW) R.16 Accroître l'efficacité énergétique: Économies d'énergie dans l'agriculture R 17 Terres boisées: Zone bénéficiant d'une aide au boisement et à la création de surfaces boisées, y compris la sylviculture		

Objectifs spécifiques de l'UE	Indicateurs d'impact	Indicateurs de résultat (uniquement fondés sur les interventions soutenues par la PAC)	Grands types d'intervention	Indicateurs de réalisation (par intervention)
<p>Favoriser le développement durable et la gestion efficace des ressources naturelles telles que l'eau, les sols et l'air</p>	<p>I.13 Réduire l'érosion des sols: Pourcentage de terres en situation d'érosion modérée ou sévère sur des terres agricoles</p> <p>I.14 Améliorer la qualité de l'air: Réduire les émissions d'ammoniac provenant de l'agriculture</p> <p>I.15 Améliorer la qualité de l'eau: Bilan nutritif brut sur les terres agricoles</p> <p>I.16 Réduire le lessivage des nutriments: Nitrates dans les eaux souterraines - Pourcentage des points de surveillance des eaux souterraines dans lesquels la concentration en N excède 50 mg/l (directive sur les nitrates)</p> <p>I.17 Réduire la pression sur les ressources en eau: Indice d'exploitation des ressources en eau Plus (WEI+)</p>	<p>R.18 Amélioration des sols: Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en faveur de la gestion des sols</p> <p>R.19 Amélioration de la qualité de l'air: Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en vue de réduire les émissions d'ammoniac</p> <p>R.20 Protection de la qualité de l'eau: Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagement en matière de gestion en faveur de la qualité de l'eau</p> <p>R.21 Gestion durable des nutriments: Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en faveur d'une meilleure gestion des nutriments</p> <p>R.22 Utilisation durable de l'eau: Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en faveur d'un meilleur équilibre hydrique</p> <p>R.23 Performances liées à l'environnement/au climat grâce à des investissements: Part des agriculteurs qui reçoivent une aide pour des investissements liés à la protection de l'environnement ou du climat</p>		<p>O.14 Nombre d'ha (en exploitation sylvicole) couverts par des engagements en matière d'environnement/de climat qui vont au-delà des exigences obligatoires</p> <p>O.15 Nombre d'ha bénéficiant d'une aide à l'agriculture biologique</p> <p>O.16 Nombre d'unités de gros bétail couvertes par une aide en faveur du bien-être animal, de la santé animale ou de mesures de biosécurité renforcées</p> <p>O.17 Nombre de projets en faveur des ressources génétiques</p>
	<p>Investissements</p>	<p>O.18 Nombre d'investissements productifs dans les exploitations bénéficiant d'une aide</p> <p>O.19 Nombre d'infrastructures locales bénéficiant d'une aide</p>		

R.24 Performances environnementales/climatiques améliorées par les connaissances: Part des agriculteurs bénéficiant d'une aide en matière de conseil/formation liés à la performance climatique et environnementale

O.20 Nombre d'investissements non productifs bénéficiant d'une aide

O.21 Nombre d'investissements productifs en dehors des exploitations

Objectifs spécifiques de l'UE	Indicateurs d'impact	Indicateurs de résultat (uniquement fondés sur les interventions soutenues par la PAC)
<p>Contribuer à la protection de la biodiversité, améliorer les services écosystémiques et préserver les habitats et les paysages</p>	<p>I.18 Accroître les populations d'oiseaux en milieu agricole: Indice des populations d'oiseaux en milieu agricole</p> <p>I.19 Renforcer la protection de la biodiversité: Pourcentage des espèces et habitats d'intérêt communautaire liés à l'agriculture qui connaissent une tendance stable ou à la hausse</p> <p>I.20 Améliorer la fourniture de services écosystémiques: Part de la SAU abritant des particularités topographiques</p>	<p>R.25 Soutien à la gestion durable des forêts: Part des terres forestières faisant l'objet d'engagements pour soutenir la protection et la gestion des forêts</p> <p>R.26 Protection des écosystèmes forestiers: Part des terres forestières faisant l'objet d'engagements en matière de gestion pour soutenir la préservation des paysages, de la biodiversité et des services écosystémiques</p> <p>R.27 Préservation des habitats et des espèces: Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en matière de gestion en faveur de la conservation ou de la restauration de la biodiversité</p> <p>R.28 Soutenir Natura 2000: Zone appartenant aux sites Natura 2000 faisant l'objet d'engagement en faveur de la protection, du maintien et de la restauration</p> <p>R.29 Préservation des particularités topographiques: Part des agriculteurs faisant l'objet d'engagements en faveur de la gestion des particularités topographiques, y compris les haies</p>

Grands types d'intervention	Indicateurs de réalisation (par intervention)
<p>Subventions à l'installation</p>	<p>O.22 Nombre d'agriculteurs recevant une aide à l'installation</p> <p>O.23 Nombre d'entrepreneurs ruraux recevant une aide à l'installation</p>
<p>Coopération</p>	<p>O.24 Nombre de groupes/organisations de producteurs recevant une aide</p> <p>O.25 Nombre d'agriculteurs recevant une aide pour participer à des systèmes de qualité de l'UE</p> <p>O.26 Nombre de projets de renouvellement générationnel (jeunes agriculteurs/autres agriculteurs)</p> <p>O.27 Nombre de stratégies locales de développement (LEADER)</p> <p>O.28 Nombre d'autres groupes de coopération (hors PEI indiqués au point O.1)</p>

Objectifs spécifiques de l'UE	Indicateurs d'impact	Indicateurs de résultat (uniquement fondés sur les interventions soutenues par la PAC)	Grands types d'intervention	Indicateurs de réalisation (par intervention)
Attirer les jeunes agriculteurs et faciliter le développement des entreprises dans les zones rurales	I.21 Attirer les jeunes agriculteurs: Évolution du nombre de jeunes agriculteurs	R.30 Renouveau générationnel: Nombre de jeunes agriculteurs qui créent une exploitation avec le soutien de la PAC	Échange de connaissances et information	O.29 Nombre d'agriculteurs recevant une formation/des conseils

Objectifs spécifiques de l'UE	Indicateurs d'impact	Indicateurs de résultat (uniquement fondés sur les interventions soutenues par la PAC)
Promouvoir l'emploi, la croissance, l'inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales, y compris la bioéconomie et la sylviculture durable	<p>I.22 Contribuer à la création d'emplois dans les zones rurales: Évolution du taux d'emploi dans les zones essentiellement rurales</p> <p>I.23 Contribuer à la croissance dans les zones rurales: Évolution du PIB par habitant dans les zones essentiellement rurales</p> <p>I.24 Une PAC plus équitable: Améliorer la répartition des aides de la PAC</p> <p>I.25 Promouvoir l'inclusion rurale: Évolution de l'indice de pauvreté dans les zones rurales</p>	<p>R.31 Croissance et emploi dans les zones rurales: Nouveaux emplois dans des projets bénéficiant d'une aide</p> <p>R.32 Développement de la bioéconomie rurale: Nombre d'entreprises du secteur de la bioéconomie ayant reçu une aide pour leur développement</p> <p>R.33 Numériser l'économie rurale: Population rurale couverte par une stratégie Villages intelligents recevant une aide</p> <p>R.34 Connecter l'Europe rurale: Part de la population rurale bénéficiant d'un accès amélioré aux services et à l'infrastructure grâce au soutien de la PAC</p> <p>R.35 Promotion de l'inclusion sociale: Nombre de personnes appartenant à une minorité et/ou à des groupes vulnérables qui bénéficient de projets d'inclusion sociale recevant une aide</p>
Améliorer la réponse de l'agriculture de l'UE aux exigences sociétales en matière d'alimentation et	I.26 Limiter l'utilisation d'antibiotiques dans l'agriculture: Ventes/utilisation chez les animaux producteurs de denrées alimentaires	R.36 Limiter l'utilisation d'antibiotiques: Part des unités de gros bétail concernée par des mesures visant à limiter l'utilisation d'antibiotiques (prévention/réduction) et recevant une aide

Grands types d'intervention	Indicateurs de réalisation (par intervention)
	O.30 Nombre de non-agriculteurs recevant une formation/des conseils
Indicateurs horizontaux	<p>O.31 Nombre d'ha sur lesquelles ont lieu des pratiques environnementales (indicateur de synthèse relatif à la surface physique couverte par la conditionnalité, programmes écologiques, MAEC, mesures forestières, agriculture biologique)</p> <p>O.32 Nombre d'ha soumis à la conditionnalité (ventilés par pratique BPAE)</p>
Programmes sectoriels	<p>O.33 Nombre d'organisations de producteurs établissant un fonds/programme opérationnel</p> <p>O.34 Nombre d'actions de promotion et d'information, et surveillance du marché</p> <p>O.35 Nombre de mesures en faveur de la préservation/de l'amélioration de l'apiculture</p>

Objectifs spécifiques de l'UE	Indicateurs d'impact	Indicateurs de résultat (uniquement fondés sur les interventions soutenues par la PAC)
de santé, y compris un approvisionnement alimentaire sûr, nutritif et durable ainsi que le bien-être animal	<p>I.27 Utilisation durable des pesticides: Réduire les risques et les effets des pesticides**</p> <p>1.28 Répondre à la demande du consommateur en denrées alimentaires de qualité: Valeur de la production couverte par des systèmes de qualité de l'UE (y compris production biologique)</p>	<p>R.37 Utilisation durable des pesticides: Part des terres agricoles concernées par des mesures spécifiques qui conduisent à une utilisation durable des pesticides afin de réduire les risques et les effets des pesticides et recevant une aide</p> <p>R.38 Améliorer la bien-être des animaux: Part des unités de gros bétail couvertes par des mesures visant à améliorer le bien-être animal et recevant une aide</p>

* La plupart des indicateurs d'impact sont déjà collectés par d'autres moyens (statistiques européennes, JRC, AEE, etc.) et utilisés dans le cadre d'autres actes législatifs de l'UE ou ODD. La fréquence de la collecte de données n'est pas toujours annuelle et il pourrait y avoir 2/3 ans de retard. ** Directive sur l'utilisation durable des pesticides

* Valeurs servant de résultats. Données communiquées annuellement par les EM afin de suivre les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs qu'ils ont établis dans les plans relevant de la PAC.

Grands types d'intervention	Indicateurs de réalisation (par intervention)

*Données notifiées annuellement concernant les dépenses qu'ils ont déclarées.

**L'aide fournie aux groupes opérationnels dans le cadre du PEI relève des dispositions relatives à la coopération.

ANNEXE II

SOUTIEN INTERNE DE L'OMC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 10

Types d'intervention	Référence dans le présent règlement	Paragraphe de l'annexe 2 de l'accord de l'OMC sur l'agriculture («catégorie verte»)
Aide de base au revenu pour un développement durable	Titre III, chapitre 2, section 1, sous-section 2	5 (si la mise en œuvre n'est pas fondée sur des droits au paiement) 6 (si la mise en œuvre est fondée sur des droits au paiement)
Aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable	Titre III, chapitre 2, section 1, sous-section 3	5 (si la mise en œuvre de l'aide de base au revenu pour un développement durable correspondante n'est pas fondée sur des droits au paiement) 6 (si la mise en œuvre de l'aide de base au revenu pour un développement durable correspondante est fondée sur des droits au paiement)
Aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs	Article 27	5 (si la mise en œuvre de l'aide de base au revenu pour un développement durable correspondante n'est pas fondée sur des droits au paiement) 6 (si la mise en œuvre de l'aide de base au revenu pour un développement durable correspondante est fondée sur des droits au paiement)
Programmes écologiques pour le climat et l'environnement	Article 28	5 (si accordée seulement à des agriculteurs qui ont droit à une aide de base au revenu pour un développement durable dont la mise en œuvre n'est pas fondée sur des droits au paiement) 6 (si accordée seulement à des agriculteurs qui ont droit à une aide au revenu de base pour un développement durable dont la mise en œuvre est fondée sur des droits au paiement) 12 (si n'est pas accordée aux agriculteurs qui ont droit à une aide de base au revenu pour un développement durable)

Types d'intervention	Référence dans le présent règlement	Paragraphe de l'annexe 2 de l'accord de l'OMC sur l'agriculture («catégorie verte»)
Fruits et légumes – investissements	Article 43, paragraphe 1, point a)	2, 11 ou 12
Fruits et légumes – recherche et production expérimentale	Article 43, paragraphe 1, point b)	2
Fruits et légumes – production biologique	Article 43, paragraphe 1, point c)	12
Fruits et légumes – production intégrée	Article 43, paragraphe 1, point d),	12
Fruits et légumes – conservation des sols et renforcement du carbone dans les sols	Article 43, paragraphe 1, point e)	12
Fruits et légumes – création et préservation des habitats ou entretien de l'espace naturel	Article 43, paragraphe 1, point f)	12
Fruits et légumes – économies d'énergie et efficacité énergétique, énergies renouvelables	Article 43, paragraphe 1, point g)	11 ou 12
Fruits et légumes – résilience à l'égard des parasites	Article 43, paragraphe 1, point h)	2, 11 ou 12
Fruits et légumes – utilisation et gestion de l'eau	Article 43, paragraphe 1, point i)	2 ou 11
Fruits et légumes – réduction de la production de déchets et gestion des déchets	Article 43, paragraphe 1, point j)	11 ou 12
Fruits et légumes – transport et stockage	Article 43, paragraphe 1, point k)	11
Fruits et légumes – adaptation au changement climatique et	Article 43, paragraphe 1,	11 ou 12

Types d'intervention	Référence dans le présent règlement	Paragraphe de l'annexe 2 de l'accord de l'OMC sur l'agriculture («catégorie verte»)
atténuation de ce changement	point l)	
Fruits et légumes – systèmes de qualité	Article 43, paragraphe 1, point m) et article 43, paragraphe 2, point j)	2
Fruits et légumes – promotion et communication	Article 43, paragraphe 1, point n)	2
Fruits et légumes – services de conseil et assistance technique	Article 43, paragraphe 1, point o)	2
Fruits et légumes – formation et échange de bonnes pratiques	Article 43, paragraphe 1, point p)	2
Fruits et légumes – fonds de mutualisation	Article 43, paragraphe 2, point a)	8
Fruits et légumes – investissements	Article 43, paragraphe 2, point b)	11
Fruits et légumes – replantation de vergers	Article 43, paragraphe 2, point c)	8
Fruits et légumes – accompagnement	Article 43, paragraphe 2, point h)	2
Fruits et légumes – mise en œuvre et gestion de protocoles phytosanitaires de pays tiers	Article 43, paragraphe 2, point i)	2
Fruits et légumes – services de conseil et assistance technique	Article 43, paragraphe 2, point k)	2
Apiculture – assistance technique	Article 49, paragraphe 1,	2

Types d'intervention	Référence dans le présent règlement	Paragraphe de l'annexe 2 de l'accord de l'OMC sur l'agriculture («catégorie verte»)
	point a)	
Apiculture – lutte contre les agresseurs et les maladies de la ruche	Article 49, paragraphe 1, point b)	2
Apiculture – soutien aux laboratoires	Article 49, paragraphe 1, point d),	2
Apiculture – programmes de recherche	Article 49, paragraphe 1, point f)	2
Apiculture – surveillance du marché	Article 49, paragraphe 1, point g)	2
Apiculture – amélioration de la qualité des produits	Article 49, paragraphe 1, point h)	2
Vin – restructuration et reconversion	Article 52, paragraphe 1, point a)	8
Vin – investissements dans les installations de transformation et l'infrastructure de vinification	Article 52, paragraphe 1, point b)	11
Vin – investissements dans l'innovation	Article 52, paragraphe 1, point e)	11
Vin – actions d'information	Article 52, paragraphe 1, point g)	2
Vin – promotion	Article 52, paragraphe 1, point h)	2
Vin – coûts administratifs des fonds de mutualisation	Article 52, paragraphe 1, point i)	2
Autres secteurs (et le houblon, l'huile d'olive et les olives de	Article 60, paragraphe 1,	2, 11 ou 12

Types d'intervention	Référence dans le présent règlement	Paragraphe de l'annexe 2 de l'accord de l'OMC sur l'agriculture («catégorie verte»)
table s'ils sont utilisés pour ces secteurs) – investissements, recherche et production expérimentale	point a)	
Autres secteurs (et le houblon, l'huile d'olive et les olives de table s'ils sont utilisés pour ces secteurs) – services de conseil et assistance technique	Article 60, paragraphe 1, point b)	2
Autres secteurs (et le houblon, l'huile d'olive et les olives de table s'ils sont utilisés pour ces secteurs) – formation et échange de bonnes pratiques	Article 60, paragraphe 1, point c)	2
Autres secteurs (et le houblon, l'huile d'olive et les olives de table s'ils sont utilisés pour ces secteurs) – production biologique	Article 60, paragraphe 1, point d),	12
Autres secteurs (et le houblon, l'huile d'olive et les olives de table s'ils sont utilisés pour ces secteurs) – transport et stockage durables	Article 60, paragraphe 1, point e)	2 ou 12
Autres secteurs (et le houblon, l'huile d'olive et les olives de table s'ils sont utilisés pour ces secteurs) – promotion et communication	Article 60, paragraphe 1, point f)	2
Autres secteurs (et le houblon, l'huile d'olive et les olives de table s'ils sont utilisés pour ces secteurs) – systèmes de qualité	Article 60, paragraphe 1, point g)	2
Autres secteurs (et le houblon, l'huile d'olive et les olives de table s'ils sont utilisés pour ces secteurs) – système de traçabilité et de certification	Article 60, paragraphe 1, point h)	2
Autres secteurs (et le houblon,	Article 60,	2 ou 8

Types d'intervention	Référence dans le présent règlement	Paragraphe de l'annexe 2 de l'accord de l'OMC sur l'agriculture («catégorie verte»)
l'huile d'olive et les olives de table s'ils sont utilisés pour ces secteurs) – fonds de mutualisation	paragraphe 2, point a)	
Autres secteurs (et le houblon, l'huile d'olive et les olives de table s'ils sont utilisés pour ces secteurs) – investissements dans la gestion des volumes	Article 60, paragraphe 2, point b)	11
Autres secteurs (et le houblon, l'huile d'olive et les olives de table s'ils sont utilisés pour ces secteurs) – replantation de vergers	Article 60, paragraphe 2, point d),	8
Engagements en matière d'environnement et de climat et autres engagements en matière de gestion	Article 65	12
Zones soumises à des contraintes naturelles ou spécifiques; zones soumises à des désavantages spécifiques résultant de certaines exigences obligatoires	Articles 66 et 67	13
Investissements	Article 68	11
Coopération	Article 71	2
Échange de connaissances et innovation	Article 72	2

ANNEXE III

RÈGLES RELATIVES À LA CONDITIONNALITÉ, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 11

ERMG: exigences réglementaires en matière de gestion

BCAE: normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres

Domaines	Thème principal	Exigences et normes		Principal objectif de la norme
Climat et environnement	Changement climatique (atténuation et adaptation)	BCAE 1	Maintien de prairies permanentes sur la base d'un ratio de prairie permanente par rapport à la surface agricole	<i>Mesure de sauvegarde générale contre la conversion vers d'autres usages agricoles afin de préserver les stocks de carbone</i>
		BCAE 2	Protection adéquate des zones humides et des tourbières	<i>Protection des sols riches en carbone</i>
		BCAE 3	Interdiction du brûlage du chaume, sauf pour des raisons phytosanitaires	<i>Maintien des niveaux de matière organique des sols</i>
	Eau	ERMG 1	Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau: article 11, paragraphe 3, point e), et article 11, paragraphe 3, point h), en ce qui concerne les exigences obligatoires de contrôle des sources diffuses de pollution par les phosphates	
		ERMG 2	Directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles (JO L 375 du 31.12.1991, p. 1): articles 4 et 5	
		BCAE 4	Établissement de bandes tampons le long des cours d'eau ¹	<i>Protection des cours d'eau contre la pollution et le ruissellement</i>

¹ Les bandes tampons BCAE doivent respecter, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des zones vulnérables désignées en vertu de l'article 3, paragraphe 2, de la directive 91/676/CEE, au moins les exigences relatives aux conditions d'épandage des fertilisants près des cours d'eau visées au point A 4) de l'annexe II de la directive 91/676/CEE, à appliquer conformément aux programmes d'action établis par les États membres conformément à l'article 5, paragraphe 4, de la directive 91/676/CEE.

Domaines	Thème principal	Exigences et normes		Principal objectif de la norme
		BCAE 5	Utilisation de l'outil de gestion des nutriments pour une agriculture durable ²	<i>Gestion durable des nutriments</i>
	Sol (protection et qualité)	BCAE 6	Gestion du travail du sol en vue de réduire le risque de dégradation des sols, en tenant compte de la déclivité	<i>Gestion minimale de la terre reflétant les conditions locales spécifiques en vue de limiter l'érosion</i>
		BCAE 7	Pas de terre nue pendant les périodes les plus sensibles	<i>Protection des sols en hiver</i>
		BCAE 8	Rotation des cultures	<i>Préserver le potentiel des sols</i>
	Biodiversité et paysages (protection et qualité)	ERMG 3	Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages (JO L 20 du 26.1.2010, p. 7): article 3, paragraphe 1, article 3, paragraphe 2, point b), article 4, paragraphes 1, 2 et 4	
		ERMG 4	Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (JO L 206 du 22.7.1992, p. 7): article 6, paragraphes 1 et 2	

² Cet outil devra fournir au minimum les éléments et fonctionnalités suivants:

a) Eléments

- Informations pertinentes relatives aux exploitations tirées du SIPA et du SIGC;
- Informations tirées de l'échantillonnage des sols, à une échelle spatiale et temporelle appropriée;
- Informations relatives aux pratiques pertinentes de gestion, à l'historique des cultures et aux objectifs de rendement;
- Indications concernant les limites et exigences légales pertinentes pour la gestion des nutriments dans les exploitations;
- Un budget nutritif complet.

b) Fonctionnalités

- Intégration automatique des données provenant de diverses sources (SIPA et SIGC, données générées par les agriculteurs, analyses des sols, etc.) aussi poussée que possible, afin d'éviter la duplication des données pour les agriculteurs;
- Communication dans les deux sens entre les AP/AG et les agriculteurs;
- Modularité et possibilité de soutenir d'autres objectifs de durabilité (par exemple, gestion des émissions, gestion de l'eau);
- Respect de l'interopérabilité des données de l'UE, principes d'ouverture et de réutilisation des données;
- Garanties en matière de sécurité et de confidentialité des données conformes aux meilleures normes en vigueur.

Domaines	Thème principal	Exigences et normes		Principal objectif de la norme
		BCAE 9	<ul style="list-style-type: none"> • Part minimale de la surface agricole consacrée à des zones ou des éléments non productifs • Maintien des particularités topographiques • Interdiction de tailler les haies et les arbres durant la période de nidification et de reproduction des oiseaux • À titre facultatif, mesures destinées à éviter les espèces végétales envahissantes 	<i>Maintien des zones ou des éléments non productifs afin d'améliorer la biodiversité dans les exploitations</i>
		BCAE 10	Interdiction de convertir ou de labourer la prairie permanente sur les sites Natura 2000	<i>Protection des habitats et des espèces</i>
Santé publique, santé animale et santé végétale	Sécurité des denrées alimentaires	ERMG 5	Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires (JO L 31 du 1.2.2002, p. 1): articles 14 et 15, article 17, paragraphe 1 ³ , et articles 18, 19 et 20	
		ERMG 6	Directive 96/22/CE du Conseil du 29 avril 1996 concernant l'interdiction de l'utilisation de certaines substances à effet hormonal ou thyrostatique et des substances-agonistes dans les spéculations animales, et abrogeant les directives 81/602/CEE, 88/146/CEE et 88/299/CEE (JO L 125 du 23.5.1996, p. 3): article 3, points a), b), d) et e), et articles 4, 5 et 7	

³

Mis en œuvre notamment par:

— l'article 14 du règlement (CE) n° 470/2009 et l'annexe du règlement (CE) n° 37/2010;

— Règlement (CE) n° 852/2004: article 4, paragraphe 1, et annexe I, partie A [section II, paragraphe 4, points g), h), j), paragraphe 5, points f) et h), paragraphe 6; section III, paragraphe 8, points a), b), d) et e), paragraphe 9, points a) et c)],

— Règlement (CE) n° 853/2004: article 3, paragraphe 1, et annexe III, section IX, chapitre I [I-1 b, c, d, e; I-2 a (i, ii, iii), b (i, ii), c; I-3; I-4; I-5; II-A 1, 2, 3, 4; II-B 1(a, d), 2, 4 (a, b)], annexe III, section X, chapitre 1(1),

— Règlement (CE) n° 183/2005: article 5, paragraphe 1, et annexe I, partie A (I-4 e, g; II-2 a, b, e), article 5, paragraphe 5, et annexe III (sous la rubrique «ALIMENTATION», point 1 intitulé «Entreposage», première et dernière phrases, et point 2 intitulé «Distribution», troisième phrase), article 5, paragraphe 6, et

— Règlement (CE) n° 396/2005: article 18.

Domaines	Thème principal	Exigences et normes		Principal objectif de la norme
	Identification et enregistrement des animaux	ERMG 7	Directive 2008/71/CE du Conseil du 15 juillet 2008 concernant l'identification et l'enregistrement des animaux de l'espèce porcine (JO L 213 du 8.8.2005, p. 31): articles 3, 4 et 5	
		ERMG 8	Règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine, et abrogeant le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil (JO L 204 du 11.8.2000, p. 1): articles 4 et 7	
		ERMG 9	Règlement (CE) n° 21/2004 du Conseil du 17 décembre 2003 établissant un système d'identification et d'enregistrement des animaux des espèces ovine et caprine et modifiant le règlement (CE) n° 1782/2003 et les directives 92/102/CEE et 64/432/CEE (JO L 5 du 9.1.2004, p. 8): articles 3, 4 et 5	
	Maladies animales	ERMG 10	Règlement (CE) n° 999/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles (JO L 147 du 31.5.2001, p. 1): articles 7, 11, 12, 13 et 15	
		ERMG 11	Règlement (CE) n° 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du mercredi 9 mars 2016 relatif aux statistiques européennes (JO L 84 du 31.3.2016, p. 1): article 18, paragraphe 1, limité à la fièvre aphteuse, à la maladie vésiculeuse du porc et à la fièvre catarrhale	
	Produits phytopharmaceutiques	ERMG 12	Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil (JO L 309 du 24.11.2009, p. 1): article 55, première et deuxième phrases	

Domaines	Thème principal	Exigences et normes	Principal objectif de la norme
		<p>ERMG 13 Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable (JO L 309 du 24.11.2009, p. 71):</p> <p>article 5, paragraphe 2, et article 8, paragraphes 1 à 5</p> <p>Article 12 en ce qui concerne les restrictions à l'utilisation de pesticides dans des zones protégées définies sur la base de la directive-cadre sur l'eau et de la législation Natura 2000.</p> <p>Article 13, paragraphes 1 et 3 concernant la manipulation et le stockage des pesticides et l'élimination des résidus.</p>	
Bien-être animal	Bien-être animal	<p>ERMG 14 Directive 2008/119/CE du Conseil du 18 décembre 2008 établissant les normes minimales relatives à la protection des veaux (JO L 10 du 15.1.2009, p. 7):</p> <p>articles 3 et 4</p>	
		<p>ERMG 15 Directive 2008/120/CE du Conseil du 18 décembre 2008 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs (JO L 47 du 18.2.2009, p. 5):</p> <p>articles 3 et 4</p>	
		<p>ERMG 16 Directive 98/58/CE du Conseil du 20 juillet 1998 concernant la protection des animaux dans les élevages (JO L 221 du 8.8.1998, p. 23):</p> <p>article 4</p>	

ANNEXE IV

DOTATIONS DES ÉTATS MEMBRES POUR LES PAIEMENTS DIRECTS VISÉES À L'ARTICLE 81, PARAGRAPHE 1, PREMIER ALINÉA

(prix courants en EUR)

<i>Année civile</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027 et les années suivantes</i>
<i>Belgique</i>	485 603 954	485 603 954	485 603 954	485 603 954	485 603 954	485 603 954	485 603 954
<i>Bulgarie</i>	776 281 570	784 748 620	793 215 670	801 682 719	810 149 769	818 616 819	818 616 819
<i>République tchèque</i>	838 844 295	838 844 295	838 844 295	838 844 295	838 844 295	838 844 295	838 844 295
<i>Danemark</i>	846 124 520	846 124 520	846 124 520	846 124 520	846 124 520	846 124 520	846 124 520
<i>Allemagne</i>	4 823 107 939	4 823 107 939	4 823 107 939	4 823 107 939	4 823 107 939	4 823 107 939	4 823 107 939
<i>Estonie</i>	167 721 513	172 667 776	177 614 039	182 560 302	187 506 565	192 452 828	192 452 828
<i>Irlande</i>	1 163 938 279	1 163 938 279	1 163 938 279	1 163 938 279	1 163 938 279	1 163 938 279	1 163 938 279
<i>Grèce</i>	2 036 560 894	2 036 560 894	2 036 560 894	2 036 560 894	2 036 560 894	2 036 560 894	2 036 560 894
<i>Espagne</i>	4 768 736 743	4 775 898 870	4 783 060 997	4 790 223 124	4 797 385 252	4 804 547 379	4 804 547 379
<i>France</i>	7 147 786 964	7 147 786 964	7 147 786 964	7 147 786 964	7 147 786 964	7 147 786 964	7 147 786 964

<i>Année civile</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027 et les années suivantes</i>
<i>Croatie</i>	344 340 000	367 711 409	367 711 409	367 711 409	367 711 409	367 711 409	367 711 409
<i>Italie</i>	3 560 185 516	3 560 185 516	3 560 185 516	3 560 185 516	3 560 185 516	3 560 185 516	3 560 185 516
<i>Chypre</i>	46 750 094	46 750 094	46 750 094	46 750 094	46 750 094	46 750 094	46 750 094
<i>Lettonie</i>	299 633 591	308 294 625	316 955 660	325 616 694	334 277 729	342 938 763	342 938 763
<i>Lituanie</i>	510 820 241	524 732 238	538 644 234	552 556 230	566 468 227	580 380 223	580 380 223
<i>Luxembourg</i>	32 131 019	32 131 019	32 131 019	32 131 019	32 131 019	32 131 019	32 131 019
<i>Hongrie</i>	1 219 769 672	1 219 769 672	1 219 769 672	1 219 769 672	1 219 769 672	1 219 769 672	1 219 769 672
<i>Malte</i>	4 507 492	4 507 492	4 507 492	4 507 492	4 507 492	4 507 492	4 507 492
<i>Pays-Bas</i>	703 870 373	703 870 373	703 870 373	703 870 373	703 870 373	703 870 373	703 870 373
<i>Autriche</i>	664 819 537	664 819 537	664 819 537	664 819 537	664 819 537	664 819 537	664 819 537
<i>Pologne</i>	2 972 977 807	3 003 574 280	3 034 170 753	3 064 767 227	3 095 363 700	3 125 960 174	3 125 960 174
<i>Portugal</i>	584 824 383	593 442 972	602 061 562	610 680 152	619 298 742	627 917 332	627 917 332
<i>Roumanie</i>	1 856 172 601	1 883 211 603	1 910 250 604	1 937 289 605	1 964 328 606	1 991 367 607	1 991 367 607
<i>Slovénie</i>	129 052 673	129 052 673	129 052 673	129 052 673	129 052 673	129 052 673	129 052 673
<i>Slovaquie</i>	383 806 378	388 574 951	393 343 524	398 112 097	402 880 670	407 649 243	407 649 243

<i>Année civile</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027 et les années suivantes</i>
<i>Finlande</i>	505 999 667	507 783 955	509 568 242	511 352 530	513 136 817	514 921 104	514 921 104
<i>Suède</i>	672 760 909	672 984 762	673 208 615	673 432 468	673 656 321	673 880 175	673 880 175

ANNEXE V

DOTATIONS ANNUELLES DES ÉTATS MEMBRES POUR LES TYPES D'INTERVENTIONS DANS LE SECTEUR VITIVINICOLE VISÉES À L'ARTICLE 82, PARAGRAPHE 1

	<i>en EUR (Prixcourants)</i>
<i>Bulgarie</i>	25 721 000
<i>République tchèque</i>	4 954 000
<i>Allemagne</i>	37 381 000
<i>Grèce</i>	23 030 000
<i>Espagne</i>	202 147 000
<i>France</i>	269 628 000
<i>Croatie</i>	10 410 000
<i>Italie</i>	323 883 000
<i>Chypre</i>	4 465 000
<i>Lituanie</i>	43 000
<i>Hongrie</i>	27 970 000
<i>Autriche</i>	13 155 000
<i>Portugal</i>	62 670 000
<i>Roumanie</i>	45 844 000
<i>Slovénie</i>	4 849 000
<i>Slovaquie</i>	4 887 000

ANNEXE VI

DOTATIONS DES ÉTATS MEMBRES POUR LE COTON VISÉES À L'ARTICLE 81, PARAGRAPHE 1, DEUXIÈME ALINÉA
(prix courants en EUR)

<i>Année civile</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027 et les années suivantes</i>
<i>Bulgarie</i>	2 509 615	2 509 615	2 509 615	2 509 615	2 509 615	2 509 615	2 509 615
<i>Grèce</i>	180 532 000	180 532 000	180 532 000	180 532 000	180 532 000	180 532 000	180 532 000
<i>Espagne</i>	58 565 040	58 565 040	58 565 040	58 565 040	58 565 040	58 565 040	58 565 040
<i>Portugal</i>	174 239	174 239	174 239	174 239	174 239	174 239	174 239

ANNEXE VII

DOTATIONS DES ÉTATS MEMBRES POUR LES PAIEMENTS DIRECTS HORS COTON ET AVANT TRANSFERT DE PLAFONNEMENT VISÉES À L'ARTICLE 81, PARAGRAPHE 1, TROISIÈME ALINÉA

(prix courants en EUR)

<i>Année civile</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027 et les années suivantes</i>
<i>Belgique</i>	485 603 954	485 603 954	485 603 954	485 603 954	485 603 954	485 603 954	485 603 954
<i>Bulgarie</i>	773 771 955	782 239 005	790 706 055	799 173 104	807 640 154	816 107 204	816 107 204
<i>République tchèque</i>	838 844 295	838 844 295	838 844 295	838 844 295	838 844 295	838 844 295	838 844 295
<i>Danemark</i>	846 124 520	846 124 520	846 124 520	846 124 520	846 124 520	846 124 520	846 124 520
<i>Allemagne</i>	4 823 107 939	4 823 107 939	4 823 107 939	4 823 107 939	4 823 107 939	4 823 107 939	4 823 107 939
<i>Estonie</i>	167 721 513	172 667 776	177 614 039	182 560 302	187 506 565	192 452 828	192 452 828
<i>Irlande</i>	1 163 938 279	1 163 938 279	1 163 938 279	1 163 938 279	1 163 938 279	1 163 938 279	1 163 938 279
<i>Grèce</i>	1 856 028 894	1 856 028 894	1 856 028 894	1 856 028 894	1 856 028 894	1 856 028 894	1 856 028 894
<i>Espagne</i>	4 710 171 703	4 717 333 830	4 724 495 957	4 731 658 084	4 738 820 212	4 745 982 339	4 745 982 339
<i>France</i>	7 147 786 964	7 147 786 964	7 147 786 964	7 147 786 964	7 147 786 964	7 147 786 964	7 147 786 964
<i>Croatie</i>	344 340 000	367 711 409	367 711 409	367 711 409	367 711 409	367 711 409	367 711 409
<i>Italie</i>	3 560 185 516	3 560 185 516	3 560 185 516	3 560 185 516	3 560 185 516	3 560 185 516	3 560 185 516
<i>Chypre</i>	46 750 094	46 750 094	46 750 094	46 750 094	46 750 094	46 750 094	46 750 094

<i>Année civile</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027 et les années suivantes</i>
<i>Lettonie</i>	299 633 591	308 294 625	316 955 660	325 616 694	334 277 729	342 938 763	342 938 763
<i>Lituanie</i>	510 820 241	524 732 238	538 644 234	552 556 230	566 468 227	580 380 223	580 380 223
<i>Luxembourg</i>	32 131 019	32 131 019	32 131 019	32 131 019	32 131 019	32 131 019	32 131 019
<i>Hongrie</i>	1 219 769 672	1 219 769 672	1 219 769 672	1 219 769 672	1 219 769 672	1 219 769 672	1 219 769 672
<i>Malte</i>	4 507 492	4 507 492	4 507 492	4 507 492	4 507 492	4 507 492	4 507 492
<i>Pays-Bas</i>	703 870 373	703 870 373	703 870 373	703 870 373	703 870 373	703 870 373	703 870 373
<i>Autriche</i>	664 819 537	664 819 537	664 819 537	664 819 537	664 819 537	664 819 537	664 819 537
<i>Pologne</i>	2 972 977 807	3 003 574 280	3 034 170 753	3 064 767 227	3 095 363 700	3 125 960 174	3 125 960 174
<i>Portugal</i>	584 650 144	593 268 733	601 887 323	610 505 913	619 124 503	627 743 093	627 743 093
<i>Roumanie</i>	1 856 172 601	1 883 211 603	1 910 250 604	1 937 289 605	1 964 328 606	1 991 367 607	1 991 367 607
<i>Slovénie</i>	129 052 673	129 052 673	129 052 673	129 052 673	129 052 673	129 052 673	129 052 673
<i>Slovaquie</i>	383 806 378	388 574 951	393 343 524	398 112 097	402 880 670	407 649 243	407 649 243
<i>Finlande</i>	505 999 667	507 783 955	509 568 242	511 352 530	513 136 817	514 921 104	514 921 104
<i>Suède</i>	672 760 909	672 984 762	673 208 615	673 432 468	673 656 321	673 880 175	673 880 175

ANNEXE VIII

DOTATIONS ANNUELLES DES ÉTATS MEMBRES POUR LES TYPES D'INTERVENTIONS DANS LE SECTEUR DE L'APICULTURE VISÉES À L'ARTICLE 82, PARAGRAPHE 2

	<i>en EUR (prix courants)</i>
<i>Belgique</i>	422 967
<i>Bulgarie</i>	2 063 885
<i>République tchèque</i>	2 121 528
<i>Danemark</i>	295 539
<i>Allemagne</i>	2 790 875
<i>Estonie</i>	140 473
<i>Irlande</i>	61 640
<i>Grèce</i>	6 162 645
<i>Espagne</i>	9 559 944
<i>France</i>	6 419 062
<i>Croatie</i>	1 913 290
<i>Italie</i>	5 166 537
<i>Chypre</i>	169 653
<i>Lettonie</i>	328 804
<i>Lituanie</i>	549 828
<i>Luxembourg</i>	30 621
<i>Hongrie</i>	4 271 227
<i>Malte</i>	14 137
<i>Pays-Bas</i>	295 172
<i>Autriche</i>	1 477 188
<i>Pologne</i>	5 024 968
<i>Portugal</i>	2 204 232

	<i>en EUR (prix courants)</i>
<i>Roumanie</i>	6 081 630
<i>Slovénie</i>	649 455
<i>Slovaquie</i>	999 973
<i>Finlande</i>	196 182
<i>Suède</i>	588 545

ANNEXE IX

VENTILATION DU SOUTIEN DE L'UNION POUR TOUS LES TYPES D'INTERVENTIONS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT RURAL (2021 à 2027) VISÉE À L'ARTICLE 83, PARAGRAPHE 3

(prix courants; en EUR)

<i>Année</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027</i>	<i>TOTAL 2021- 2027</i>
<i>Belgique</i>	67 178 046	67 178 046	67 178 046	67 178 046	67 178 046	67 178 046	67 178 046	470 246 322
<i>Bulgarie</i>	281 711 396	281 711 396	281 711 396	281 711 396	281 711 396	281 711 396	281 711 396	1 971 979 772
<i>République tchèque</i>	258 773 203	258 773 203	258 773 203	258 773 203	258 773 203	258 773 203	258 773 203	1 811 412 421
<i>Danemark</i>	75 812 623	75 812 623	75 812 623	75 812 623	75 812 623	75 812 623	75 812 623	530 688 361
<i>Allemagne</i>	989 924 996	989 924 996	989 924 996	989 924 996	989 924 996	989 924 996	989 924 996	6 929 474 972
<i>Estonie</i>	87 875 887	87 875 887	87 875 887	87 875 887	87 875 887	87 875 887	87 875 887	615 131 209
<i>Irlande</i>	264 670 951	264 670 951	264 670 951	264 670 951	264 670 951	264 670 951	264 670 951	1 852 696 657
<i>Grèce</i>	509 591 606	509 591 606	509 591 606	509 591 606	509 591 606	509 591 606	509 591 606	3 567 141 242
<i>Espagne</i>	1 001 202 880	1 001 202 880	1 001 202 880	1 001 202 880	1 001 202 880	1 001 202 880	1 001 202 880	7 008 420 160
<i>France</i>	1 209 259 199	1 209 259 199	1 209 259 199	1 209 259 199	1 209 259 199	1 209 259 199	1 209 259 199	8 464 814 393
<i>Croatie</i>	281 341 503	281 341 503	281 341 503	281 341 503	281 341 503	281 341 503	281 341 503	1 969 390 521
<i>Italie</i>	1 270 310 371	1 270 310 371	1 270 310 371	1 270 310 371	1 270 310 371	1 270 310 371	1 270 310 371	8 892 172 597

<i>Année</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027</i>	<i>TOTAL 2021-2027</i>
<i>Chypre</i>	15 987 284	15 987 284	15 987 284	15 987 284	15 987 284	15 987 284	15 987 284	111 910 988
<i>Lettonie</i>	117 307 269	117 307 269	117 307 269	117 307 269	117 307 269	117 307 269	117 307 269	821 150 883
<i>Lituanie</i>	195 182 517	195 182 517	195 182 517	195 182 517	195 182 517	195 182 517	195 182 517	1 366 277 619
<i>Luxembourg</i>	12 290 956	12 290 956	12 290 956	12 290 956	12 290 956	12 290 956	12 290 956	86 036 692
<i>Hongrie</i>	416 202 472	416 202 472	416 202 472	416 202 472	416 202 472	416 202 472	416 202 472	2 913 417 304
<i>Malte</i>	12 207 322	12 207 322	12 207 322	12 207 322	12 207 322	12 207 322	12 207 322	85 451 254
<i>Pays-Bas</i>	73 151 195	73 151 195	73 151 195	73 151 195	73 151 195	73 151 195	73 151 195	512 058 365
<i>Autriche</i>	480 467 031	480 467 031	480 467 031	480 467 031	480 467 031	480 467 031	480 467 031	3 363 269 217
<i>Pologne</i>	1 317 890 530	1 317 890 530	1 317 890 530	1 317 890 530	1 317 890 530	1 317 890 530	1 317 890 530	9 225 233 710
<i>Portugal</i>	493 214 858	493 214 858	493 214 858	493 214 858	493 214 858	493 214 858	493 214 858	3 452 504 006
<i>Roumanie</i>	965 503 339	965 503 339	965 503 339	965 503 339	965 503 339	965 503 339	965 503 339	6 758 523 373
<i>Slovénie</i>	102 248 788	102 248 788	102 248 788	102 248 788	102 248 788	102 248 788	102 248 788	715 741 516
<i>Slovaquie</i>	227 682 721	227 682 721	227 682 721	227 682 721	227 682 721	227 682 721	227 682 721	1 593 779 047
<i>Finlande</i>	292 021 227	292 021 227	292 021 227	292 021 227	292 021 227	292 021 227	292 021 227	2 044 148 589
<i>Suède</i>	211 550 876	211 550 876	211 550 876	211 550 876	211 550 876	211 550 876	211 550 876	1 480 856 132
<i>Total UE-27</i>	11 230 561 046	11 230 561 046	11 230 561 046	11 230 561 046	11 230 561 046	11 230 561 046	11 230 561 046	78 613 927 322

<i>Année</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027</i>	<i>TOTAL 2021-2027</i>
--------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	------------------------

<i>Assistance technique (0,25 %)</i>	28 146 770	28 146 770	28 146 770	28 146 770	28 146 770	28 146 770	28 146 770	197 027 390
<i>Total</i>	11 258 707 816	11 258 707 816	11 258 707 816	11 258 707 816	11 258 707 816	11 258 707 816	11 258 707 816	78 810 954 712

ANNEXE IXbis

**VENTILATION DU SOUTIEN DE L'UNION POUR TOUS LES TYPES D'INTERVENTIONS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT
RURAL (2021 à 2027) VISÉE À L'ARTICLE 83, PARAGRAPHE 3**

(Prix de 2018⁴; en EUR)

<i>Année</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027</i>	<i>TOTAL 2021- 2027</i>
<i>Belgique</i>	63 303 373	62 062 131	60 845 226	59 652 182	58 482 532	57 335 815	56 211 584	417 892 843
<i>Bulgarie</i>	265 462 940	260 257 785	255 154 691	250 151 658	245 246 723	240 437 964	235 723 494	1 752 435 255
<i>République tchèque</i>	243 847 768	239 066 440	234 378 862	229 783 198	225 277 645	220 860 437	216 529 840	1 609 744 190
<i>Danemark</i>	71 439 928	70 039 145	68 665 828	67 319 440	65 999 451	64 705 344	63 436 611	471 605 747
<i>Allemagne</i>	932 828 433	914 537 679	896 605 568	879 025 067	861 789 281	844 891 452	828 324 953	6 158 002 433
<i>Estonie</i>	82 807 411	81 183 737	79 591 899	78 031 273	76 501 248	75 001 224	73 530 611	546 647 403
<i>Irlande</i>	249 405 348	244 515 047	239 720 635	235 020 230	230 411 990	225 894 108	221 464 812	1 646 432 170
<i>Grèce</i>	480 199 552	470 783 875	461 552 818	452 502 763	443 630 160	434 931 529	426 403 460	3 170 004 157
<i>Espagne</i>	943 455 836	924 956 702	906 820 296	889 039 505	871 607 358	854 517 018	837 761 782	6 228 158 497
<i>France</i>	1 139 511 952	1 117 168 580	1 095 263 314	1 073 787 562	1 052 732 904	1 032 091 083	1 011 854 003	7 522 409 398
<i>Croatie</i>	265 114 382	259 916 061	254 819 668	249 823 204	244 924 709	240 122 264	235 413 984	1 750 134 272

⁴ Les chiffres dans «prix de 2018» sont indiqués à titre d'information; ils sont donnés à titre indicatif et ne sont pas juridiquement contraignants.

<i>Année</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027</i>	<i>TOTAL 2021-2027</i>
<i>Italie</i>	1 197 041 834	1 173 570 426	1 150 559 241	1 127 999 256	1 105 881 623	1 084 197 670	1 062 938 892	7 902 188 942
<i>Chypre</i>	15 065 175	14 769 779	14 480 176	14 196 251	13 917 893	13 644 993	13 377 444	99 451 711
<i>Lettonie</i>	110 541 260	108 373 784	106 248 808	104 165 498	102 123 037	100 120 625	98 157 475	729 730 487
<i>Lituanie</i>	183 924 845	180 318 475	176 782 819	173 316 489	169 918 127	166 586 399	163 319 999	1 214 167 153
<i>Luxembourg</i>	11 582 043	11 354 944	11 132 298	10 914 018	10 700 017	10 490 213	10 284 523	76 458 056
<i>Hongrie</i>	392 196 885	384 506 750	376 967 402	369 575 884	362 329 298	355 224 802	348 259 610	2 589 060 631
<i>Malte</i>	11 503 233	11 277 679	11 056 548	10 839 753	10 627 209	10 418 832	10 214 541	75 937 795
<i>Pays-Bas</i>	68 932 004	67 580 397	66 255 291	64 956 167	63 682 517	62 433 840	61 209 647	455 049 863
<i>Autriche</i>	452 754 814	443 877 269	435 173 793	426 640 974	418 275 464	410 073 985	402 033 318	2 988 829 617
<i>Pologne</i>	1 241 877 681	1 217 527 138	1 193 654 057	1 170 249 075	1 147 303 015	1 124 806 877	1 102 751 840	8 198 169 683
<i>Portugal</i>	464 767 377	455 654 291	446 719 893	437 960 679	429 373 215	420 954 132	412 700 130	3 068 129 717
<i>Roumanie</i>	909 815 361	891 975 844	874 486 121	857 339 335	840 528 760	824 047 803	807 890 003	6 006 083 227
<i>Slovénie</i>	96 351 317	94 462 075	92 609 878	90 793 998	89 013 723	87 268 356	85 557 212	636 056 559
<i>Slovaquie</i>	214 550 513	210 343 640	206 219 255	202 175 740	198 211 510	194 325 010	190 514 716	1 416 340 384
<i>Finlande</i>	275 178 124	269 782 474	264 492 622	259 306 492	254 222 051	249 237 305	244 350 299	1 816 569 367
<i>Suède</i>	199 349 116	195 440 310	191 608 147	187 851 124	184 167 769	180 556 636	177 016 310	1 315 989 412

<i>Année</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027</i>	<i>TOTAL 2021-2027</i>
Total UE-27	10 582 808 505	10 375 302 457	10 171 865 154	9 972 416 815	9 776 879 229	9 585 175 716	9 397 231 093	69 861 678 969

<i>Assistance technique (0,25 %)</i>	26 523 330	26 003 264	25 493 396	24 993 526	24 503 457	24 022 997	23 551 958	175 091 928
Total	10 609 331 835	10 401 305 721	10 197 358 550	9 997 410 341	9 801 382 686	9 609 198 713	9 420 783 051	70 036 770 897

ANNEXE X

MONTANTS MINIMAUX RÉSERVÉS POUR L'OBJECTIF «ATTIRER LES JEUNES AGRICULTEURS ET FACILITER LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES» VISÉS À L'ARTICLE 86, PARAGRAPHE 5

(prix courants, en EUR)

<i>Année civile</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027 et les années suivantes</i>
<i>Belgique</i>	9 712 079	9 712 079	9 712 079	9 712 079	9 712 079	9 712 079	9 712 079
<i>Bulgarie</i>	15 475 439	15 644 780	15 814 121	15 983 462	16 152 803	16 322 144	16 322 144
<i>République tchèque</i>	16 776 886	16 776 886	16 776 886	16 776 886	16 776 886	16 776 886	16 776 886
<i>Danemark</i>	16 922 490	16 922 490	16 922 490	16 922 490	16 922 490	16 922 490	16 922 490
<i>Allemagne</i>	96 462 159	96 462 159	96 462 159	96 462 159	96 462 159	96 462 159	96 462 159
<i>Estonie</i>	3 354 430	3 453 356	3 552 281	3 651 206	3 750 131	3 849 057	3 849 057
<i>Irlande</i>	23 278 766	23 278 766	23 278 766	23 278 766	23 278 766	23 278 766	23 278 766
<i>Grèce</i>	37 120 578	37 120 578	37 120 578	37 120 578	37 120 578	37 120 578	37 120 578
<i>Espagne</i>	94 203 434	94 346 677	94 489 919	94 633 162	94 776 404	94 919 647	94 919 647
<i>France</i>	142 955 739	142 955 739	142 955 739	142 955 739	142 955 739	142 955 739	142 955 739
<i>Croatie</i>	6 886 800	7 354 228	7 354 228	7 354 228	7 354 228	7 354 228	7 354 228
<i>Italie</i>	71 203 710	71 203 710	71 203 710	71 203 710	71 203 710	71 203 710	71 203 710

<i>Année civile</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027 et les années suivantes</i>
<i>Chypre</i>	935 002	935 002	935 002	935 002	935 002	935 002	935 002
<i>Lettonie</i>	5 992 672	6 165 893	6 339 113	6 512 334	6 685 555	6 858 775	6 858 775
<i>Lituanie</i>	10 216 405	10 494 645	10 772 885	11 051 125	11 329 365	11 607 604	11 607 604
<i>Luxembourg</i>	642 620	642 620	642 620	642 620	642 620	642 620	642 620
<i>Hongrie</i>	24 395 393	24 395 393	24 395 393	24 395 393	24 395 393	24 395 393	24 395 393
<i>Malte</i>	90 150	90 150	90 150	90 150	90 150	90 150	90 150
<i>Pays-Bas</i>	14 077 407	14 077 407	14 077 407	14 077 407	14 077 407	14 077 407	14 077 407
<i>Autriche</i>	13 296 391	13 296 391	13 296 391	13 296 391	13 296 391	13 296 391	13 296 391
<i>Pologne</i>	59 459 556	60 071 486	60 683 415	61 295 345	61 907 274	62 519 203	62 519 203
<i>Portugal</i>	11 693 003	11 865 375	12 037 746	12 210 118	12 382 490	12 554 862	12 554 862
<i>Roumanie</i>	37 123 452	37 664 232	38 205 012	38 745 792	39 286 572	39 827 352	39 827 352
<i>Slovénie</i>	2 581 053	2 581 053	2 581 053	2 581 053	2 581 053	2 581 053	2 581 053
<i>Slovaquie</i>	7 676 128	7 771 499	7 866 870	7 962 242	8 057 613	8 152 985	8 152 985
<i>Finlande</i>	10 119 993	10 155 679	10 191 365	10 227 051	10 262 736	10 298 422	10 298 422
<i>Suède</i>	13 455 218	13 459 695	13 464 172	13 468 649	13 473 126	13 477 604	13 477 604

ANNEXE XI

LÉGISLATION DE L'UE CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT ET LE CLIMAT AUX OBJECTIFS DESQUELLE LES PLANS STRATÉGIQUES DES ÉTATS MEMBRES RELEVANT DE LA PAC DEVRAIENT CONTRIBUER CONFORMÉMENT AUX ARTICLES 96, 97 ET 103

- Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages;
- directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;
- directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;
- directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;
- directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe;
- directive (UE) 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, modifiant la directive 2003/35/CE et abrogeant la directive 2001/81/CE;
- [règlement XXXX du Parlement européen et du Conseil relatif à la prise en compte des émissions et des absorptions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie dans le cadre d'action pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030 et modifiant le règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et pour la déclaration d'autres informations ayant trait au changement climatique];
- [règlement XXX du Parlement européen et du Conseil relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 en faveur d'une Union de l'énergie résiliente et afin de respecter les engagements pris en vertu de l'accord de Paris et modifiant le règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et pour la déclaration d'autres informations ayant trait au changement climatique];
- directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables;
- [directive XXX du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique];
- [règlement du Parlement européen et du Conseil sur la gouvernance de l'union de l'énergie, modifiant la directive 94/22/CE, la directive 98/70/CE, la directive 2009/31/CE, le règlement (CE) n° 663/2009, le règlement (CE) n° 715/2009, la directive 2009/73/CE, la directive 2009/119/CE du Conseil, la

directive 2010/31/UE, la directive 2012/27/UE, la directive 2013/30/UE et la directive (UE) 2015/652 du Conseil, et abrogeant le règlement (UE) n° 525/2013];

- directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.

ANNEXE XII

RAPPORTS FONDÉS SUR UN ENSEMBLE RESTREINT D'INDICATEURS CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 128

Indicateurs pour le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA)
et le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)

Objectifs	Ensemble restreint d'indicateurs
Soutenir des revenus agricoles viables et la résilience dans toute l'Union pour améliorer la sécurité alimentaire;	O.3 Nombre de bénéficiaires d'une aide de la PAC
	R.6 Redistribution aux petites exploitations agricoles: Pourcentage de soutien additionnel par hectare pour les exploitations éligibles d'une taille inférieure à la moyenne (par rapport à la moyenne)
Renforcer l'orientation vers le marché et accroître la compétitivité, notamment par une attention et un recours accrus à la recherche, à la technologie et à la numérisation	R.9 Modernisation des exploitations agricoles: Part des agriculteurs recevant une aide à l'investissement pour la restructuration et la modernisation, y compris pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources
Améliorer la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur	R.10 Meilleure organisation de la chaîne d'approvisionnement: Part des agriculteurs participant à des groupes de producteurs, des organisations de producteurs, des marchés locaux, des circuits d'approvisionnement courts et des systèmes de qualité
Contribuer à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ce dernier, ainsi qu'aux énergies durables;	R.14 Stockage de carbone dans les sols et la biomasse: Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en matière de réduction des émissions, de maintien et/ou de renforcement du stockage de carbone (prairies permanentes, terres agricoles dans les tourbières, forêts, etc.)
Favoriser le développement durable et la gestion efficace des ressources naturelles telles que l'eau, les sols et l'air;	O.13 Nombre d'ha (en exploitation agricole) couverts par des engagements en matière d'environnement/de climat qui vont au-delà des exigences obligatoires
	R.4 Établir un lien entre l'aide au revenu et les normes et bonnes pratiques: Part de la SAU couverte par une aide au revenu et soumise à la conditionnalité
Contribuer à la protection de la biodiversité, améliorer les services écosystémiques et préserver les habitats et les paysages;	R.27 Préserver les habitats et les espèces: Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en matière de gestion en faveur de la conservation ou de la restauration de la biodiversité

Objectifs	Ensemble restreint d'indicateurs
Attirer les jeunes agriculteurs et faciliter le développement des entreprises;	R.30 Renouvellement générationnel : Nombre de jeunes agriculteurs qui créent une exploitation avec le soutien de la PAC
Promouvoir l'emploi, la croissance, l'inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales, y compris la bioéconomie et la sylviculture durable;	R.31 Croissance et emploi dans les zones rurales: Nouveaux emplois dans des projets bénéficiant d'une aide
	R.34 Connecter l'Europe rurale : Part de la population rurale bénéficiant d'un accès amélioré aux services et à l'infrastructure grâce au soutien de la PAC
Améliorer la réponse de l'agriculture de l'UE aux exigences sociétales en matière d'alimentation et de santé, y compris un approvisionnement alimentaire sûr, nutritif et durable ainsi que le bien-être animal.	O.16 Nombre d'unités de gros bétail couvertes par une aide en faveur du bien-être animal , de la santé animale ou de mesures de biosécurité renforcées